

ÉLECTIONS 2024 AU MEXIQUE : CONTEXTE ET ENJEUX

PAR

Christophe VENTURA

Directeur de recherche à l'IRIS

NOTE D'ACTUALITÉ - MAI 2024

Note d'actualité réalisée par l'IRIS pour le compte de l'Agence française de développement.

Les analyses et conclusions de cette note sont formulées sous la responsabilité de leurs auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'Agence française de développement.

Depuis le 1^{er} mars 2024, le Mexique est entré en campagne électorale. Cette dernière débouchera, le 2 juin, sur l'élection d'un nouveau - ou plus certainement d'une nouvelle - président(e) pour la deuxième puissance latino-américaine. Ce qui constituerait une première dans l'histoire du pays. Le prochain, ou la prochaine dirigeante, du Mexique sera à la tête de ce pays d'environ 128 millions d'habitants à partir du 1^{er} octobre 2024 pour un mandat unique de six ans (2024-2030). Les plus de 98 millions de personnes - 9 millions de plus qu'en 2018 - appelées à participer à ce processus électoral général (dont une majorité de femmes¹) renouvelleront également la Chambre des députés (500 sièges), le Sénat (128 sièges), les autorités - gouverneurs - de neuf États (Chiapas, Guanajuato, Jalisco, Morelos, Puebla, Tabasco, Veracruz, Yucatán, Ciudad de México), ainsi que celles de nombreuses localités disséminées sur l'ensemble des 32 (dont le district fédéral de Ciudad de Mexico) qui maillent la République mexicaine. **Au total, ce sont plus de 20 000 mandats électifs qui seront ainsi en jeu durant ce scrutin inédit par son ampleur dans l'histoire politique du pays.**

Dans une première partie, cette note introduira des éléments du contexte national dans lequel se déroulent ces élections et présentera les principaux candidats à la présidentielle, ainsi que les tendances électorales en cours. **Dans une deuxième partie**, elle analysera les principales orientations programmatiques des deux candidates les mieux placées pour la victoire, Claudia Sheinbaum et Xochitl Galvez.

I – CONTEXTE GÉNÉRAL ET ACTEURS EN LICE

À l'instar de l'ensemble des pays latino-américains, le Mexique a été durement frappé par la pandémie de Covid-19 (2020-2021), sur les plans humain et socio-économique. Depuis 2021-2022, le pays a engagé une lente reprise économique dont les résultats bénéficient aujourd'hui, sur le plan politique, au président sortant Andres Manuel Lopez Obrador (dit « AMLO »). Ce dernier jouit d'une popularité significative et rare en Amérique latine à l'issue de son sexennat (2018-2024), avec plus de 60% de soutiens enregistrés au sein de la population selon diverses enquêtes d'opinion. Ce résultat n'a pas cessé, selon les instituts de sondage, de croître sensiblement depuis le début de l'année électorale. Ce capital et cette dynamique constituent le premier point d'appui pour la candidate de son camp à sa succession, l'ancienne maire de Mexico Claudia Sheinbaum (2018-2023), et son mouvement Morena (Mouvement de régénération nationale) pour l'ensemble des élections. Si le bilan social du président sortant (mise en place d'un minimum retraite pour les personnes de plus de 65 ans, augmentation du salaire minimum², développement de systèmes de bourses dans l'éducation, modernisation et

¹ Ces dernières représentent plus de 51 millions d'électorales. Les hommes, eux, représentent plus de 47 millions d'électeurs.

² En 2018, le salaire minimum était de 5,12 \$/jour. En 2024, il est de 14,38 \$/jour, soit une augmentation de 113% sur l'ensemble de la période. Dans la « zone franche de la frontière du Nord » (avec les États-Unis), il a, durant cette période, augmenté de 221% pour désormais s'établir à 21,80 \$/jour. Source : [https://cnnspanol.cnn.com/2023/12/01/mexico-sube-20-el-salario-minimo-para-2024-orix/#~:text=Este%20viernes%20se%20inform%C3%B3%20que,21%2C80\)%20pesos%20diarios](https://cnnspanol.cnn.com/2023/12/01/mexico-sube-20-el-salario-minimo-para-2024-orix/#~:text=Este%20viernes%20se%20inform%C3%B3%20que,21%2C80)%20pesos%20diarios). Ces éléments doivent être relativisés par le fait que 55% des travailleurs au Mexique évoluent dans le secteur informel. Par ailleurs, l'inflation, si elle a baissé depuis 2022, a oscillé entre 4,5% (2024) et 7,9% (2022). Dans « Panorama économique du Mexique », OCDE, mai 2024 : <https://www.oecd.org/economy/surveys/america-latina/EO115SP-Mexico.pdf>

construction de nouvelles infrastructures, baisse sensible de la pauvreté, etc.), obtenu malgré le frein pandémique, semble être salué par la population, celui concernant la sécurité publique, la lutte contre le narcotrafic ou la corruption l'est moins³.

Depuis la crise sanitaire mondiale, le pays a retrouvé une activité économique soutenue bien qu'en dynamique modérée (croissance de 3,9% en 2022, de 3,6% en 2023, et une prévision de 2,2% et de 2% en 2024 et 2025⁴). Et la pauvreté a diminué de 41,9 % à 36,3% de la population entre 2018 et 2022 (dernière année en date analysée), soit de 51,9 millions à 46,8 millions de personnes⁵.

C'est dans ce contexte favorable au gouvernement sortant, où les enjeux socio-économiques intérieurs constituent des paramètres déterminants des élections, que se présentent à la présidence trois candidats en concurrence. Le premier, Jorge Álvarez Máynez, représente le Movimiento Ciudadano (Mouvement citoyen). Se situant au centre gauche, il est crédité de moins de 5% des intentions de vote. La seconde candidate est Xochitl Galvez, sénatrice (Parti d'action nationale, PAN, droite) et cheffe d'entreprise (dans le secteur informatique), et représente l'opposition de droite et de centre droit (Parti révolutionnaire institutionnel - PRI, PAN et Parti de la révolution démocratique - PRD) au gouvernement sortant. Mettant en avant ses origines populaires et indiennes (ethnie otomi), la native de Tepatepec (État d'Hidalgo) est créditée d'environ 30% des intentions de vote en moyenne (selon les instituts de sondage, son score varie de 26% à 39%). À la tête d'une coalition « Tout sauf Morena » rassemblant les partis - le PRI et le PAN - qui ont dirigé les pays durant des décennies, elle représente l'adversaire le plus puissant auquel fait face Claudia Sheinbaum, la troisième candidate dans cette élection présidentielle à un tour. Née dans une famille d'universitaires, diplômée en ingénierie énergétique, l'ancienne maire de Mexico a fait toute sa carrière politique à gauche aux côtés d'AMLO dont elle fut ministre de l'Environnement entre 2000 et 2006 lorsque ce dernier dirigeait lui-même la capitale mexicaine. Elle fut ensuite la porte-parole de sa première campagne présidentielle de 2006 avant d'intégrer, de 2007 à 2013, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) sur les questions d'efficacité énergétique et, de 2015 à 2017, le Comité des politiques de développement des Nations unies.

À la tête d'une coalition regroupant son parti Morena, mais également le Partido Verde (Parti vert) et le Partido del Trabajo (Parti du travail), elle est créditée en moyenne de 53% des intentions de vote (de 49% à 67% selon les instituts) à quelques semaines de l'échéance.

Si les projections sont plus hasardeuses en matière de résultats attendus dans les États (dont 21 sont aujourd'hui dirigés par Morena, cinq par le PAN, deux par le PRI, deux par le Mouvement citoyen, un par le Parti vert et un par le parti évangélique Encuentro social - Espace social -, alliés

³ Pour aller plus loin : « La aprobación de AMLO sube al 60% a un mes de las elecciones: encuesta », *Forbes*, 2 mai 2024, <https://www.forbes.com.mx/la-aprobacion-de-amlo-suba-al-60-a-un-mes-de-las-elecciones/>

⁴ Selon les données proposées par la Commission économique pour l'Amérique latine (Cepal) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

⁵ Selon les chiffres du Coneval (Conseil national d'évaluation de la politique de développement social) : <https://www.coneval.org.mx/Medicion/Paginas/Pobrezalncio.aspx>

de Morena), cinq sur les neuf en jeu sont dirigés par la formation présidentielle : Ciudad de Mexico, Chiapas, Puebla, Tabasco, Veracruz. Deux le sont par le PAN (Guanajuato et le Yucatan), un (Jalisco) par le Mouvement citoyen et un (Morelos) par Encuentro Social. Selon les enquêtes d'opinion, cette situation pourrait rester identique à l'issue du scrutin.

Quant aux prévisions relatives aux résultats attendus au Congrès (Chambre des députés et Sénat), l'existence de modes de scrutin complexes empêche toute projection certaine. Dans ce cadre, les instituts de sondage indiquent néanmoins une position dominante pour Morena avec 46% des intentions de vote tandis que le PRI et le PAN réuniraient 15% des voix chacun, le Mouvement citoyen 8%, le Parti Vert, 6%, le Parti du travail et le PRD 4% chacun⁶.

2 – QUELS PROJETS POUR LE MEXIQUE ?

S'inscrivant dans une continuité assumée avec le projet de « Quatrième transformation » du Mexique impulsé par le président sortant « AMLO » depuis 2018 et son modèle d'« humanisme mexicain » (bonne gouvernance, éthique publique, soumission des intérêts privés et financiers à l'intérêt général et l'État, prise en compte prioritaire des intérêts des catégories populaires dans les politiques publiques, lutte contre la pauvreté et les inégalités, etc.), Claudia Sheinbaum souhaite approfondir dans toutes les politiques publiques ces orientations.

Sans toutefois déroger à l'orthodoxie budgétaire en matière macro-économique. Ainsi, la candidate, à l'instar d'AMLO, n'envisage aucune réforme fiscale structurelle pour financer ses programmes sociaux susceptibles de gêner les grands acteurs de l'économie mexicaine et les investisseurs internationaux, notamment états-unis. Elle s'engage à respecter la « discipline financière et fiscale » en matière de dette publique et de maîtrise des comptes publics (elle promet de ramener le déficit public de 3,7% en 2024 à 2,5% en 2029). Également à préserver « l'autonomie de la Banque du Mexique ».

S'appuyant sur les bénéfices escomptés de la continuité de l'« austérité républicaine » pratiquée depuis l'élection d'AMLO, l'ancienne maire de Mexico entend mobiliser les ressources nécessaires (par la réduction des dépenses des administrations, l'utilisation de l'argent de la lutte contre l'évasion fiscale) pour poursuivre le financement des politiques sociales. Sur ce plan, elle annonce la mise en place, « pour un million de femmes en 2025 », d'une nouvelle allocation bimestrielle destinée à celles de 60 à 64 ans, de sorte à renforcer leur autonomie avant leur droit à la retraite à 65 ans. En matière de santé, la candidate promet à tous les Mexicains une affiliation au service public de santé pour le bien-être qui proposera une couverture élargie de soins préventifs et médicaux pour l'ensemble de la population (médicaments, vaccination, actes). En matière de logement, elle s'engage à construire 500 000 logements sociaux (créant un million d'emplois) durant son mandat.

⁶ Política, Expansión. « Morena Lidera Las Preferencias En El Congreso Con 46%, Según Encuesta ». *ADNPolítico*, 19 mars 2024. <https://politica.expansion.mx/elecciones/2024/03/19/morena-lidera-las-preferencias-en-el-congreso-con-46-segun-encuesta>

Sur le plan de l'éducation, elle promet l'éducation gratuite pour tous, l'augmentation des bourses universitaires et l'élargissement du nombre de leurs bénéficiaires, ainsi qu'une hausse des salaires pour les enseignants.

Claudia Sheinbaum s'engage également à assurer la poursuite de l'augmentation annuelle des salaires en général et promet, grâce au lancement d'une grand « Plan national hydrique », un accès à l'eau pour toute la population (modification des réglementations et des conditions d'exploitation, d'usage et de distribution - avec une préoccupation de soutenabilité environnementale - dans le cadre des concessions octroyées aux acteurs économiques du secteur). Enfin, **elle affirme des objectifs inédits en matière d'investissement dans les énergies renouvelables** (hydrogène vert, photovoltaïque, éolien, hydraulique, géothermie). **Et entend poursuivre dans le même temps le développement de nouvelles infrastructures** ferroviaires - fret et transport de voyageurs - (18 000 kilomètres), routières, aéroportuaires, ainsi que la rénovation et la construction de nouvelles raffineries pétrolières engagées par AMLO.

Sur le plan sécuritaire, elle annonce notamment le renforcement des effectifs de la Garde nationale (plus de 130 000 membres en 2024), en charge de la lutte contre le crime organisé et le narcotrafic.

D'autres orientations structurent son programme de gouvernement : renforcement des politiques publiques promouvant l'égalité homme/femme, la protection de ces dernières contre les violences et les féminicides, objectifs de souveraineté alimentaire pour le pays (notamment dans le secteur du maïs), maintien dans l'orbite publique des grandes entreprises nationales et du subventionnement des prix de l'énergie et de l'électricité pour la population (la compagnie pétrolière Pemex se verra assigner un objectif de production nationale de fertilisants pour l'agriculture), objectifs environnementaux (programmes de reforestation, d'extension des zones naturelles et aquatiques protégées, arrêt de nouvelles concessions pour les activités minières à ciel ouvert, interdiction de la technique de « fracking » dans l'exploitation du schiste, etc.).

En matière de politique étrangère, Claudia Sheinbaum maintient les orientations du président Lopez Obrador. Ces dernières se focalisent essentiellement sur les relations du pays avec les États-Unis dans les domaines de l'économie et des migrations. Dans le premier, il s'agit d'approfondir l'intégration économique et commerciale entre les deux partenaires. Le Mexique, premier partenaire commercial de la première puissance mondiale, mise sur les retombées et les possibilités offertes par la stratégie de « nearshoring » - relocalisation des entreprises et des activités économiques au plus près des marchés de consommation et dans le tissu économique et politique de partenaires fiables sur le plan géopolitique - développée par Washington dans le cadre de sa guerre commerciale avec la Chine et de la réorganisation des chaînes de productions et de valeurs mondiales post-pandémie. Dans le second domaine, il s'agit de maintenir avec le gouvernement américain une gestion « coordonnée », dans le respect de la « souveraineté » mexicaine, des politiques migratoires et frontalières (plus de trois mille kilomètres de frontière commune). Dans la relation qu'elle souhaite avec les États-Unis, Claudia Sheinbaum affirme : « *Coordination oui, subordination non. Nous ne baisserons jamais la tête* ».

Pour sa part, sa principale opposante Xochitl Galvez propose un programme axé sur la **thématique sécuritaire**. Elle promet de doubler les effectifs de la garde nationale à 300 000 membres, de renforcer l'ensemble des dispositifs répressifs et judiciaires de l'État, la coordination entre les pouvoirs locaux, régionaux et centraux en matière de lutte contre le crime organisé et, dans l'esprit des politiques de la « main dure » développées par le président salvadorien Nayib Bukele, de construire au moins une méga-prison de haute-sécurité où seront incarcérés les membres des cartels et du narcotrafic. Elle propose également, dans ce contexte, de renforcer les programmes d'accompagnement aux victimes du crime organisé.

Sur le plan social, la candidate de la coalition anti-Morena promet de conserver les programmes développés par le gouvernement sortant et de ne pas les remettre en cause. Elle s'engage même à financer les pensions de retraite à partir de 60 ans (au lieu de 65 actuellement) et à augmenter les salaires des personnels médicaux dans un secteur qu'elle compte restructurer autour du développement de partenariats public-privé (PPP).

Sur le plan économique, Xochitl Galvez donne la priorité à des dispositifs favorisant le développement dans tous les secteurs des petites et moyennes entreprises (Pequeñas y medianas empresas - mipymes).

À l'instar de sa concurrente, elle propose le développement d'infrastructures dans de multiples domaines (transition énergétique et développement des énergies renouvelables, transports, tourisme, etc.) et donne priorité à l'accès à l'eau pour toute la population.

Sur le plan sociétal, à rebours des positions dominantes au sein des partis qu'elle représente, elle s'est exprimée en faveur de l'avortement et des droits pour les minorités sexuelles. Elle propose également la mise en place de plusieurs programmes spécifiques (éducation, santé, langue, culture, alimentation, agriculture, accès à internet, gouvernance locale, etc.) à destination des populations indiennes et « afro-mexicaines ».

Ses engagements sur la question climatique sont affichés : objectif zéro émission en 2050, inscription dans la Constitution de la protection de la biodiversité mexicaine pour freiner la surexploitation des ressources, développement d'une industrie automobile électrique, respect de l'Agenda 2030 des Nations unies.

En matière de politique étrangère, la candidate entend également approfondir la relation d'intégration du Mexique avec les États-Unis et le Canada (« nearshoring », chaînes de valeurs productives, gestion des frontières, etc.) et finaliser la modernisation de l'accord global Union européenne/Mexique lancée en 2016. Elle affirme également vouloir « définir stratégiquement » la relation du pays avec la Chine et avec des « partenaires stratégiques clés et alliés naturels par thèmes concrets » au sein des pays considérés comme faisant partie du « Sud global »⁷.

⁷ L'ensemble de cette partie s'appuie sur l'étude comparative des programmes des candidates. Pour Claudia Sheinbaum, « 100 pasos para la Transformación » : <https://claudiasheinbaum.pardo.mx/wp-content/uploads/2024/03/CSP100.pdf>
Pour Xochitl Galvez, « Propuestas por un México sin miedo » : <https://xochitlgalvez.com/propuestas/>

CONCLUSION

Les enquêtes d'opinion laissent présager une confortable victoire pour Claudia Sheinbaum et sa coalition forgée autour du mouvement Morena. Mais quels que soient les résultats finaux de ces élections historiques au Mexique, le premier motif de préoccupation pour la nouvelle présidente du pays sera le résultat d'un autre scrutin : celui qui se tiendra aux États-Unis le 5 novembre 2024. En effet, selon que l'élection présidentielle américaine débouchera sur la continuité d'une administration démocrate dirigée par Joe Biden ou qu'elle ramènera au pouvoir le camp républicain emmené par Donald Trump, le contexte politique et géopolitique dans lequel le Mexique devra évoluer, se déterminera. Comme de nombreux autres pays dans le monde, le Mexique en élection est suspendu aux incertitudes liées à l'avenir politique des États-Unis.

© IRIS - Tous droits réservés

L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale. L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, l'organisation d'évènements et la formation.



www.iris-france.org

Twitter : @InstitutIRIS - Facebook : InstitutIRIS - Instagram : institut_iris
2 bis rue Mercœur - 75011 PARIS / France - Tél : + 33 (0) 1 53 27 60 60

Pour un monde en commun

L'Agence française de développement (AFD) met en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. À travers ses activités de financement du secteur public et des ONG, ses travaux et publications de recherche (Éditions AFD), de formation sur le développement durable (Campus AFD) et de sensibilisation en France, elle finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et résilient.

Nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud. Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer, dans 115 pays et dans les territoires en crise, pour les biens communs – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.



www.afd.fr

Twitter : @AFD_France - Facebook : AFDOfficiel - Instagram : afd_france
5, rue Roland-Barthes -75598 Paris cedex 12 -France - Tél. : +33 1 53 44 31 31